

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon  
ut-83.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Toulon, le 6 février 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2026

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS ETS ALAIN SIMON**

LA TUILLIERE DES IMBERTS

83780 Flayosc

Références : D-UD83-2026-0035

Code AIOT : 0006401998

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement SAS ETS ALAIN SIMON implanté LA TUILLIERE DES IMBERTS 83780 Flayosc.

La société ETS Alain Simon dispose d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation pour l'exploitation de sa carrière de Flayosc. Il date du 22 octobre 2025. Cette inspection est donc une inspection dite de récolement, pour contrôler certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral précité.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS ETS ALAIN SIMON
- LA TUILLIERE DES IMBERTS 83780 Flayosc
- Code AIOT : 0006401998      Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Société ETS Alain Simon est autorisée à exploiter une carrière de calcaire dolomitiques pour la fabrication de granulats et sables sur le territoire de la commune de Flayosc, au niveau des parcelles cadastrées n°463 et n°741 section L pour une superficie d'extraction de 3,033ha. L'arrêté préfectoral d'autorisation a été renouvelé le 22/10/2025 pour une durée d'exploitation de 30 ans. La production moyenne est de 25 000t/an et au maximum de 50 000t/an. La carrière est autorisée à accueillir des déchets inertes extérieurs dans le cadre de son réaménagement (35000tonnes maximum par an). A ce jour, cette activité de recyclage n'a pas débuté.

**Contexte de l'inspection :** Récolement

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie | Air

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);

- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 2.10.1	/	Demande d'action corrective	2 Mois
4	Mesures et suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 3.5.1	/	Demande d'action corrective	2 Mois
5	ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 7.4.5	/	Demande d'action corrective	2 Mois
6	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 Mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 7.5.2	/	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente	Autre information
----	-------------------	-------------------------	---	-------------------


			inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	
1	Affichage	Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 2.1.1	/	
2	Etablissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 1.5.3	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :


5 non conformités ont été relevées. Les dispositions réglementaires non respectées devront faire l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant dans les délais fixés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 2.1.1	
<b>Thème(s) :</b> Autre    Affichage	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.	
<b>Constats :</b>  A l'entrée du site, un panneau d'affichage comprenant l'ensemble des éléments relatifs à la prescription contrôlée est présent.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Etablissement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 1.5.3	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative      Etablissement des garanties financières	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de un mois à compter du présent arrêté, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet : <ul style="list-style-type: none"><li>• le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement;</li><li>• la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.</li></ul>	
<b>Constats :</b>  Par courriel du 08/01/2026, l'exploitant a transmis un acte de cautionnement couvrant la période du 18/11/2025 au 18/11/2030 pour un montant de 73 595 euros comme le prévoit l'arrêté préfectoral du 22/10/2025.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

### N° 3 : Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 2.10.1

**Thème(s) :** Autre Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel

#### **Prescription contrôlée :**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs;
- le positionnement des fronts ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état, produit en vue de la détermination des garanties financières, sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 31 mars à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. ·

#### **Constats :**

Par courriel en date du 08/01/2026, l'exploitant a transmis le dernier relevé altimétrique, réalisé le 22/01/2025.

Ce plan, non légendé, présente ainsi une lisibilité limitée et ne comporte pas l'ensemble des éléments mentionnés précédemment. Toutefois, l'ancien arrêté préfectoral du 03/10/2002, en son article 8.2, ne prévoyait pas certains de ces éléments, notamment : le repérage des surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation et en cours de remise en état ; le repérage des zones S1, S2, S3 ainsi que l'analyse des écarts.

Le rapport annuel d'exploitation a également été transmis par ce courriel. Il comprend les informations

exigées par l'ancien arrêté préfectoral du 03/10/2002 à savoir les travaux effectués au cours de l'année et les prévisions pour l'année en cours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant avant le 31 mars 2025 de :

- réaliser et transmettre un plan topographique actualisé du site d'exploitation contenant les éléments visés par la prescription contrôlée ;
- transmettre le rapport d'activités de l'année 2025 en prenant en compte les éléments visés.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois



#### N° 4 : Mesures et suivi des retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 3.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Mesures et suivi des retombées de poussières

**Prescription contrôlée :**

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini dans le plan de surveillance (annexe 9).

En fonction de l'avancement de l'exploitation et de sa configuration, le suivi des retombées de poussières est effectué sur l'ensemble des stations de mesures de type (b) et (c) ou sur une partie d'entre elles seulement. Ce choix sera alors précisément expliqué et justifié dans le bilan annuel prévu au 2.10 du présent arrêté.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. .

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie au 3.5.2.1, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.


Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au 2.10. du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

**Constats :**

L'ancien arrêté préfectoral du 03/10/2022 indiquait dans son article 5.2 que « les analyses d'air doivent être effectuées à la demande du Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement ». Ainsi l'exploitant n'a pas réalisé de mesures en 2024 et 2025 alors même que l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévoyait par son article 39 une surveillance de la qualité de l'air par méthode des plaquettes ou retombées de poussières. Suite à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/10/2025, l'exploitant a débuté sa première campagne de mesures qui se terminera le 14 février 2026. La jauge J2 présente à l'Est du site a été vérifiée par sondage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre le rapport de la campagne de mesures des retombées de poussières réalisée en janvier/février 2026.

<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b>	2	Mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 7.4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques      Aire de stationnement

**Prescription contrôlée :**

*Aire pour le stationnement des engins de chantier sur pneus*

Le ravitaillement et le stationnement des engins de chantier sur pneus (en heure non ouvrable) sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux sont acheminées vers un séparateur d'hydrocarbures, dont le dimensionnement est adapté à la surface de l'aire de stationnement, au nombre d'engins stationnés (capacité des réservoirs) et à la météorologie locale. Les eaux en sortie sont dirigées vers un regard réservé aux analyses, avant rejet au milieu naturel.

Ce dimensionnement fait l'objet d'un dossier technique récapitulant les éléments sus-mentionnés, la maintenance adaptée et les données constructeurs relatives à l'efficacité du procédé retenu.

L'exploitant est tenu de conserver ce dossier à la disposition de l'inspection des installations classées.

*Aire pour le stationnement des engins à chenilles*

Le stationnement et le ravitaillement des engins à chenilles se font au-dessus d'un système mobile de rétention (ou via tout autre système d'efficacité équivalente), d'une capacité au moins égale au volume du réservoir de l'engin.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 30/04/2024, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas.

À ce jour, cette aire étanche a bien été réalisée. Toutefois, le séparateur à hydrocarbures n'a pas encore été installé. L'exploitant indique être en attente de cet équipement, celui-ci ayant été retourné au fournisseur en raison d'un défaut.

Par ailleurs, l'aire réalisée consiste en une surface bétonnée intégrant un caniveau directement moulé dans le béton (cf. photographie). Les eaux météoriques provenant de l'extérieur de l'aire de stationnement peuvent actuellement y transiter. Il est peu probable que le séparateur à hydrocarbures prévu soit dimensionné pour traiter l'ensemble de ces eaux extérieures.

En outre, les engins sur pneus ne sont pas stationnés sur l'aire dédiée. Aucun dispositif de rétention mobile n'est également mis en place sous les engins à chenilles présents sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder à l'installation du séparateur à hydrocarbures et fournir une justification du dimensionnement retenu, notamment au regard des volumes d'eaux susceptibles d'être collectés.

Il devra également mettre en place une surélévation ou tout autre dispositif équivalent sur les parties extérieures de l'aire de stationnement afin d'empêcher toute entrée d'eaux météoriques provenant de

l'extérieur de cette aire.

Par ailleurs, l'exploitant devra stationner les engins sur pneus sur l'aire de stationnement étanche lors des pauses et en fin de journée.

Enfin, il devra mettre en œuvre un système de rétention mobile, ou tout dispositif équivalent, permettant le stationnement des engins à chenilles lors des pauses et en fin de journée.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 6 : Registre des déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques      déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- Lors de la visite d'inspection du 30/04/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue : 14/05/2024

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; -

le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### Constats :

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 13/01/2026, un extrait du registre des déchets sortants couvrant la période de novembre 2024 à décembre 2025.

Ce document, parfois difficilement lisible, gagnerait à être numérisé afin d'en faciliter la consultation.

Les informations prévues dans la prescription apparaissent en tête de colonne du tableau fourni, mais les cases correspondantes ne sont pas systématiquement remplies :

- La colonne « Nom, numéro de SIRET et adresse du producteur initial » ne contient qu'un code postal.
- La colonne « Nom, numéro de SIRET et adresse du transporteur » ne contient qu'un nom de société, de même que la colonne relative à l'expédition du déchet.
- La colonne « Code de traitement du déchet » n'est pas complétée.

Par ailleurs, une chargeuse destinée à être réparée figure dans ce registre. Or, il ne s'agit pas d'un déchet et cet engin ne devrait pas y figurer.

Enfin, les quantités de déchets sont parfois exprimées en nombre d'unités (nombre de sacs, rétroviseurs, palettes), alors qu'elles devraient être indiquées en masse (kilogrammes, tonnes, etc.).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le registre des déchets sortants, intégralement complété, couvrant la période de novembre 2024 à décembre 2025, conformément à la prescription visée.

#### Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/2025, article 7.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels      Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local;
- mise en place d'un ou des dispositifs de neutralisation des énergies pour chaque bâtiment ou unité;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées;
- les véhicules doivent être équipés d'un extincteur à poudre de 9 kg;
- d'un point d'eau naturel ou artificiel (PENA) type réserve incendie offrant une capacité de 120 m<sup>3</sup> minimum. Son implantation devra se situer à moins de 200 m de toutes installations présentant un risque incendie (cuve GNR, atelier, engins de chantier, groupe mobile de concassage-criblage lors des campagnes). Elle est maintenue en eau et accessible en tout temps. Son emplacement exact devra être vu en accord avec le Service départemental d'incendie et de Secours (SDIS) du Var.

Lorsque la réserve incendie souple actuelle sera remplacée, un réservoir aérien en acier conforme aux fiches techniques du RDDECI du Var sera mis en place. Dans l'attente, l'exploitant renforce la protection de la bâche souple par un dispositif externe validé par le SDIS du Var.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à jour et à disposition des SIS, un registre indiquant la nature et la quantité maximale

des produits dangereux sur le site.

En cas d'incendie, un bâtiment (zone refuge) doit permettre le confinement des personnes réfugiées pendant une durée d'exposition de 30 minutes.

#### Constats :

Le moyen d'alerte des services d'incendie et de secours repose sur le téléphone portable mis à disposition de chaque employé.

Un plan des locaux, destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, est affiché à l'entrée du site. Il identifie notamment les différentes zones de danger.

Le site ne comporte pas de bâtiment à proprement parler, mais une unité de concassage équipée, à plusieurs endroits, de boutons d'arrêt d'urgence de type « coup de poing » (voir photo).

Par courriel en date du 13/01/26, l'exploitant a transmis la liste des moyens de lutte contre l'incendie. Les extincteurs sont implantés dans les zones présentant des risques spécifiques : à proximité des installations de traitement, à l'intérieur du bureau et sur chaque engin circulant sur le site. Les extincteurs extérieurs sont placés dans des coffrets identifiables et visibles (voir photo). Ils sont adaptés aux risques rencontrés (extincteurs à poudre de classe ABC). Leur vérification a été réalisée le 24/04/25.

Une réserve d'eau incendie souple d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> est implantée à proximité du bureau et de l'entrée du site. À ce jour, elle n'est pas équipée d'une structure de protection en acier ; toutefois, l'exploitant a transmis, par courriel en date du 13/01/26, le devis signé correspondant ainsi que les plans associés.

Aucun produit dangereux n'est stocké sur le site. La maintenance des engins est effectuée sur d'autres sites.

La zone refuge a été réalisée en agglomérés banchés d'une épaisseur de 20 cm, lui conférant une résistance au feu de type REI 180. Elle est équipée d'une porte coupe-feu d'une durée de résistance de 60 minutes. (facture et fiche technique transmises par courriel du 29/01/26).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise en place de la structure de protection en acier de la réserve d'eau incendie et d'en transmettre la justification une fois les travaux réalisés.

#### Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois



N° 1 Affichage



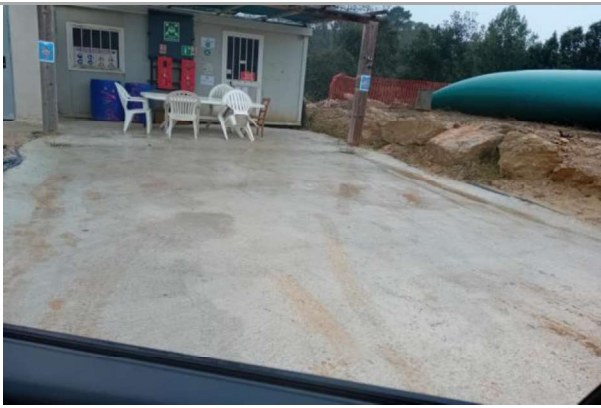
affichage\_panneau\_entree\_de\_site.jpg

N° 4 Mesures et suivi des retombées de poussières



photo\_jauge.jpg

N° 5 ravitaillement des engins



photo\_zone\_de\_stationnement.jpg

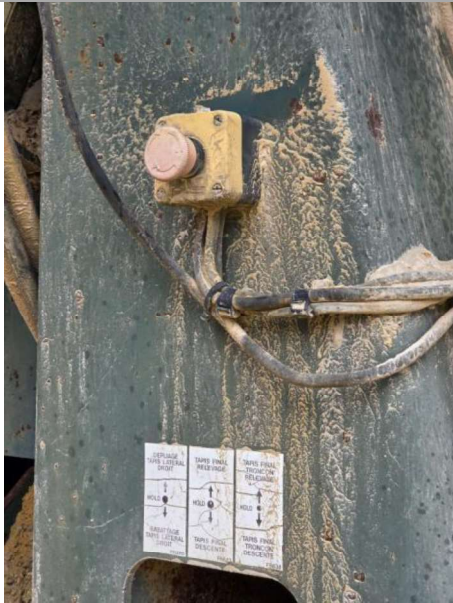
## N° 7 Moyens de lutte contre l'incendie



photo\_bouton\_coup\_de\_poing\_bis.jpg



photo\_boitier\_extincteur.jpg



photo\_bouton\_coup\_de\_poing.jpg